

# RÉSISTANCE SOCIALE

## La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès



### EDITO

Les rumeurs se sont révélées fondées : c'est donc bien Gabriel Attal qui a été nommé Premier ministre. Malgré le « en même temps » de 2017, malgré le fait qu'Attal a été membre pendant 10 ans du Parti socialiste, son discours de politique générale du 30 janvier a révélé la réalité : il s'agit d'un homme de droite, très marqué par l'ultralibéralisme cher à Macron. Ses premières annonces ne laissent aucun doute à ce sujet, comme sa volonté de remplacer l'allocation spécifique de solidarité, créée il y a quarante ans, par le régime de solidarité active (RSA), alors même que ses bénéficiaires – chômeurs n'ayant plus de droits -ont pour beaucoup plus de 50 ans et n'ont que peu de chance de retrouver un emploi. Nul doute que si cette mesure est mise en place, cela va encore accroître le nombre de personnes en dessous du seuil de pauvreté, qui a explosé depuis l'arrivée de Macron au pouvoir. Sans compter que ce sera encore un transfert de charges de l'Etat vers les départements. Autre mesure annoncée, celle de remplacer une partie du parc de logements sociaux par des logements de type intermédiaire, ce qui aura pour effet de rendre encore plus difficile l'accès des personnes en situation de précarité à des logements sociaux, voire très sociaux. A cela s'ajoutent les décisions sur l'augmentation de la fiscalité sur l'énergie ou l'augmentation du reste à charge pour les patients. Et Bruno Lemaire, ministre de l'économie,



### SOMMAIRE

**p.1 et 2 : L'édito / p.2 : International / p.3 à 6 : Place au débat : un prof d'économie de gauche qui perd le nord / p.7 Actualités sociales / p. 8 : Coup de gueule : colère des agriculteurs : et si on cessait les faux-semblants ? »**

annonce des mesures encore pires en 2025 avec l'objectif d'une réduction importante du déficit public qui se traduira forcément par moins de moyens pour l'action publique. Ceci sans compter les mesures visant à tenter d'apaiser la grogne sociale en cette année d'élections européennes.

A peine arrivé au poste de Premier ministre, Gabriel Attal est amené à faire face à une fronde du monde agricole, confronté à la fois pour une partie des agriculteurs à des difficultés liées aux revenus qui baissent en particulier du fait des accords de libre-échange mais aussi à sa survie dans les années qui viennent, notamment du fait

du changement climatique. En 30 ans, le nombre d'agriculteurs a été divisé par deux et la moitié des agriculteurs d'aujourd'hui prendra sa retraite dans les années qui viennent. Même si certains syndicats ont appelé les tracteurs à rentrer dans leurs fermes, il ne faudrait pas croire que la crise est terminée. Le mouvement de solidarité qui s'est exprimé à travers le pays a dopé les agriculteurs qui ne se satisferont pas de promesses et de mesurette. Et ce d'autant que le salon de l'agriculture a lieu dans quelques jours et que les élections européennes auront lieu au mois de juin. Autre point en exergue en ce début d'année : l'éducation. Il ne fait pas de doute que la nomination d'Amélie Oudéa-Castéra à l'éducation constitue pour une bonne part de ce ministère, y compris pour des responsables administratifs

comme le recteur de Paris, une forme de provocation. Dénigrement de l'école publique au profit de l'école privée catholique, mise en cause de la politique du recteur de Paris pour plus de mixité sociale, Amélie Oudéa-Castéra s'illustre par une attitude délibérément rétrograde. Ce qui se joue dans les mois et années qui viennent est de savoir si on veut une école républicaine au profit de tous comme l'a mise en place il y a un siècle Jules Ferry ou si, au contraire, on veut une école pour les plus riches et une autre pour les autres, à l'image de ce qui se passe aux Etats-Unis.

Au moment où j'écris ces lignes, on apprend une nouvelle attaque d'un déséquilibré contre des voyageurs gare de Lyon à Paris. Cela m'amène à rappeler le dur travail de la coordination pour une meilleure prise en compte de la psychiatrie alors

que la prise en charge des personnes souffrant de troubles psychiques est de plus en plus compliquée avec une diminution depuis 20 ans du nombre des hôpitaux psychiatriques et d'un manque criant de médecins et de personnels hospitaliers comme pour l'ensemble de l'hôpital public.

Au final, on voit bien que c'est l'ensemble de la société qui est prêt à exploser. On l'a vu avec la réforme des retraites, il y a une forte défiance dans ce pays vis-à-vis de Macron. Ce n'est pas la nomination d'un jeune Premier ministre qui changera les choses si la politique menée reste aussi inégalitaire et aussi peu faite en faveur du plus grand nombre.

Pierre KERDRAON

## INTERNATIONAL



### ARGENTINE :

Afin de protester contre les mesures ultralibérales que veut mettre en place le nouveau président argentin, Javier MILEI, une grève générale a débuté le 24 janvier en Argentine. A l'appel des syndicats, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté contre les mesures prévues telles que la privatisation de dizaines d'entreprises d'état, l'abandon de l'indexation des retraites sur l'inflation, la baisse des ressources des provinces qui aura pour effet de limiter les aides de celles-ci aux plus pauvres alors que le peso argentin vient d'être dévalué de 50 %.

Il ne s'agit là que de quelques-unes des 600 mesures que veut mettre en place le nouveau président d'extrême-droite qui doit cependant composer avec les autres partis au parlement, son parti Libertad Avanza n'étant que le troisième en nombre d'élus.



### ALLEMAGNE :

Afin d'obtenir une baisse de la durée de travail dans les transports de 38 à 35 heures sans perte de salaire, le syndicat des transports GDL a lancé le 24 janvier une grève de six jours qui touche les trains de voyageurs, le fret mais aussi les transports régionaux et locaux.

## EUROPE

A l'occasion du dernier conseil européen, des agriculteurs venus de toute l'Europe ont manifesté à Bruxelles devant le Parlement européen en écho aux manifestations dans différents pays tels qu'en Pologne, au Danemark, au Portugal et bien sûr en France les agriculteurs sont confrontés à une concurrence de plus en plus forte que ce soit au niveau intra-européen ou avec les autres pays du monde comme l'Ukraine, ce qui entraîne des baisses de revenus auxquelles s'ajoutent les conséquences du réchauffement climatique du fait des sécheresses ou des tempêtes. A cela s'ajoute le fait que l'industrie agro-alimentaire a vu ses revenus fortement augmenter au cours de ces dernières années au contraire de ceux des producteurs.

## PLACE AU DEBAT

### UN PROF D'ECONOMIE DE « GAUCHE » QUI PERD LE NORD

Par Jean-Claude CHAILLEY

Verbatim de l'intervention de Gilles Raveaud, prof d'économie, se présentant « de gauche », proche de ses « amis » économistes atterrés.

Emission « les Experts BFM Business, 9 janvier », disponible en replay

Son intervention part d'une évaluation de la situation politique, syndicale, des rapports de force, ce qui le conduit à trouver les coupables, à faire des propositions pour le moins surprenantes : l'âgisme à l'état pur.

« Je fais solennellement un appel aux amis du MEDEF. On est dans une situation très particulière au plan politique. On a un gouvernement qui mène des politiques qui sont très minoritairement soutenues dans la population **mais on a aussi des oppositions qui sont impuissantes** pour les raisons qu'on connaît. Et donc on a un problème de défense de l'intérêt général qui est assez massif ... ».

« Je me suis dit est-ce qu'il y a une force sociale capable de peser sur le gouvernement ? Je pense qu'il n'y en a qu'une puisque **le monde du travail n'existe plus, les grèves c'est un truc du passé, les manifestations c'est le samedi, il n'y a que des retraités, c'est de la blague**, donc je me suis dit **la force sociale qui peut peser sur le gouvernement, et qui pèse c'est le MEDEF**.

Et là je me suis dit, quand je viens à BFM Business, dans les couloirs les gens, les patrons, disent tous, c'est vrai les profs sont trop mal payés, c'est un scandale... donc je me suis dit ça serait chouette si dans une logique un peu à l'allemande, on avait le MEDEF qui disait on peut pas continuer comme ça, c'est-à-dire le pays dysfonctionne à un niveau gravissime on le sait tous dans nos vies quotidiennes, et ça sort dans tous les rapports, et **tant que le système éducatif français est dans l'état où il est, notre avenir il est certain et il est très très noir**.

Et il y a de plus en plus de chiffres qui commencent à sortir sur l'émigration des jeunes en France car **les choix politiques ne sont qu'en faveur des vieux avec l'augmentation complètement dingue des retraites pour tous les retraités**. Vous êtes retraité à 3000 € par mois vous allez prendre 5 % de hausse cette année alors que moi qui forme la jeunesse de ce pays j'ai pris 1,5 % de hausse de salaire, ça dit absolument tout des choix politiques de notre pays qui s'explique par la sociologie électorale.

Donc ce que je dis aux amis du MEDEF c'est qu'à un moment il faut que vous preniez vos responsabilités, vous aussi vous avez des enfants, vous êtes soucieux de l'avenir du pays, il faut une réforme et donc allons y et mettons sur la table le statut de la fonction publique, c'est-à-dire que, allons-y sur le fait qu'on a des profs mieux payés, on a des fonctionnaires mieux payés, on passe en CDI, vous faites le big bang de la fonction publique ... moi je trouverais très intéressant que le MEDEF nous dise effectivement on peut pas y arriver, effectivement on a des mammoths dans l'éducation nationale, dans l'hôpital.

On a des gens qui crèvent, il faut quand même voir que les personnes qui s'occupent de nos enfants les plus fragiles, les enfants en situation de handicap, ce qu'on appelle d'un très joli

terme les AESH, ces personnes-là gagnent quelques centaines d'euros par mois. C'est ça que vous voulez ? ...*Interruption de l'animateur Nicolas Doze, animateur pro MEDEF : « je ne pense pas que le MEDEF puisse faire quoi que ce soit ... ».*

G Raveau continue : « Moi j'ai remarqué qu'on a parlé de la suppression du chèque alimentaire. Je me rappelle très bien que lors du budget 2023 il a été supprimé pour faire 4 milliards de nouvelles baisses d'imposition pour les entreprises. **Donc quand le MEDEF veut certaines choses il les obtient**... donc j'appelle très solennellement le MEDEF à nous dire qu'est-ce qu'on fait sérieusement pour l'éducation nationale. Pourquoi est-ce que le MEDEF n'appelle pas à une forte hausse de l'augmentation de la rémunération des enseignants, au fait que dans les pays du Nord les enseignants se recentrent sur les pages éducatives et qu'il y ait des assistants autour pour les questions administratives, de sécurité, etc..., qu'on y aille vraiment et qu'on mette fin à l'effondrement de notre système scolaire qui, s'il continue ...rien n'est possible pour le pays... ».

**« Il n'y a pas de solution. La société française est OTAGE de ses retraités, c'est absolument dingue ».**

*Ludovic Subran chef économiste chez Allianz : « en une revalorisation on a mangé le coût de toute la réforme des retraites. Nicolas Doze : 14,5 milliards € cette année pour revaloriser les retraites de 5 % ! ».*

G Raveau : « on a une population très nombreuse - 17 millions de retraités - qui a un intérêt commun évident et qui se surmobilise lors des élections, donc on a là une **minorité de blocage** qui impose ses choix à la société et je me permets, j'ai fait un hors-série pour Charlie hebdo où je me suis opposé à la réforme des retraites, j'ai défendu notre système de retraite par répartition. Maintenant si on veut quand même rentrer dans la réalité des choses le système c'est par répartition, donc actuellement nous travaillons, nous cotisons pour les personnes qui sont retraitées. De quoi dépend le montant de notre cotisation ? C'est très simple, c'est déjà du fait qu'il y a des retraités. Plus il y a de retraités, plus vous cotisez. Plus les retraités vivent longtemps, plus vous cotisez. Plus les retraités sont nombreux par rapport à vous (les actifs), plus vous cotisez.

La génération du baby-boom... qu'est-ce qu'il s'est passé ? Ils étaient plus nombreux, beaucoup plus nombreux que leurs parents donc ils ont moins cotisé. D'autre part, cette génération-là a vu ses revenus augmenter très fortement au cours de sa vie active alors que les retraites qui ont été versées étaient évidemment fonction des revenus des retraités lorsqu'ils travaillaient.

Donc la retraite que touchaient les retraités dans les années 60 était très faible par rapport au salaire des années 60. Donc les gens qui sont à la retraite aujourd'hui, ce n'est pas du tout de leur faute, de plus ce n'est pas non plus la faute des jeunes qui sont nés aujourd'hui, qui ont 20 ans aujourd'hui, d'avoir 20 ans aujourd'hui. La génération du baby-boom a extraordinairement cotisé et il se trouve que cette génération, pardon de le dire, a beaucoup moins travaillé que les générations suivantes puisque pendant longtemps la durée de cotisation était de 37ans et demi, maintenant on est passé à 43 ans. \*

Enfin cette génération a une espérance de vie qui est très supérieure à celle de ses parents et probablement à celle de ses enfants puisque l'espérance de vie baisse en France pour les raisons que j'ai dites tout à l'heure de dégradation très forte de la santé comme on l'observe dans le pays économique le plus avancé au monde, les Etats Unis.

Donc... le rendement des cotisations pour payer la vraie génération du baby-boom lorsqu'ils travaillaient est absolument délirant par rapport à ce qui s'est passé avant et il est délirant par rapport à ce qui se passe après.

Ce que je dis est archi basique mais il y a beaucoup de gens qui ne le comprennent pas, parce qu'ils ne le savent pas, ... parce que c'est pas enseigné. Ils n'y sont pour rien. Ce n'est pas de leur faute. Maintenant dans la situation actuelle du pays, **se dire qu'on indexe, qu'on continue à indexer 100 % des retraites sur l'inflation quand ça n'est pas le cas des salariés** et encore une fois quand ce n'est notamment pas le cas des salariés du secteur public, c'est-à-dire que même si vous avez 5000 € de retraite par mois vous continuez à ne pas perdre de niveau de vie alors que les institutrices qui forment vos enfants elles leur niveau de vie baisse tous les ans. L'OFCE a montré que le point d'indice de la fonction publique a perdu 25 %.

C'est-à-dire qu'on est dans un pays aujourd'hui indépendamment de tout ce que vous avez dit sur la dépense publique, l'Etat, ... le niveau de vie des fonctionnaires baisse tous les ans. Est-ce que c'est ça que vous souhaitez pour le pays ?

Nicolas Doze : « vous n'êtes pas le 1<sup>er</sup> à le dire ».

Exact : Dominique SEUX Les Echos 9/01 « On comprend mal comment il (Macron) peut autant favoriser les retraités (+5,3% cette année) par rapport aux fonctionnaires »

Quelques remarques.

- ▶ G Raveau ne croit pas, ou plus, à la possibilité des syndicats, notamment enseignants, de la fonction publique, d'obtenir des augmentations de salaire. Il ne croit pas davantage à la possibilité d'un changement de politique en France.
  - On ne peut traiter cette analyse par le mépris. Beaucoup la partagent : des années de mobilisations, de propositions de haut niveau, ne se sont pas concrétisées, notamment sur le point d'indice.
  - Ça pèse, même si les luttes ont freiné les politiques austéritaires, mais sans les empêcher, et elles continuent de s'enchaîner sans cesse. Même la réforme des retraites pourtant rejetée par 90 % des actifs est passée. Qu'elle soit passée antidémocratiquement par 49-3 ne règle rien : c'était prévisible. A la prochaine réforme des retraites – déjà considérée comme inéluctable – il y aura encore menace de 49-3.
  - Il y a véritable enjeu car le manque de confiance dans la possibilité de changer les choses le conduit à en appeler au MEDEF, mais pour beaucoup « il n'y a que le Rassemblement national qu'on n'a pas essayé ».
- ▶ Le constat sur le point d'indice est juste.
  - Mais compter sur le MEDEF pour défendre « l'intérêt général », les services publics, l'enseignement public, est « délirant ». Le MEDEF demande sans cesse des coupes budgétaires supplémentaires, des privatisations, ce qui est dans la logique du capitalisme.
  - D'ailleurs pour faire plaisir à ses « amis » du MEDEF il veut dégraisser les « mammoths ».
- ▶ Le constat sur l'effondrement de l'enseignement public est juste
  - M. Raveaud ramène la cause uniquement au salaire. Il y a aussi, ça va ensemble, les multiples contre réformes, qui continuent pour mettre l'enseignement public au service des besoins immédiats des entreprises et de développer le privé.
- ▶ M. Raveaud se situe dans la DIVISION

- La campagne contre les « immigrés » ou prétendus tels, vise à diviser, à détourner la colère des responsables réels de la galère, du chômage, des bas salaires.
- M Raveaud en rajoute une couche en opposant les enseignants aux retraités. Tous contre tous, voilà qui ne peut déplaire aux « amis MEDEF ».
- ▶ M. Raveaud dénonce la revalorisation de 5,3 % des pensions de base.
  - Il n'a pas l'air de savoir que c'est la loi, et il contribue à la remettre en cause.
  - Des syndicats demandent un rattrapage du point d'indice, demandent l'indexation des salaires sur les prix. Pas les « amis » du MEDEF qui refusent, comme Macron et ses gouvernements.
  - Il n'a pas l'air de savoir que la pension moyenne n'atteint même pas le SMIC, et moins de 1000 € pour de nombreuses femmes.
  - M Raveaud n'a pas un mot pour les profits, les dividendes et fortunes stratosphériques qui montent de beaucoup plus de 5 %. Pourtant c'est là qu'on trouverait les budgets pour l'éducation nationale... et il le propose dans ses vidéos sur YouTube pour lutter contre le chômage.
- ▶ Le prof d'économie, qui prétend enseigner les retraites sur BFMbusiness, ne connaît pas la Sécurité sociale, ni d'ailleurs sa branche retraite.
  - En 1993 les baby-boomers nés en 1945 n'avaient que 48 ans, la plupart sont nés plus tard. Ils étaient donc loin de la retraite. On est passé à 40 ans, puis davantage faute de construire un rapport de force suffisant jusqu'à maintenant.
  - Oui depuis 1993 les pensions baissent sans cesse par rapport aux salaires des actifs. Et ça continuera sous la pression du MEDEF, des gouvernements, de l'Union européenne, sauf rapport de force syndical suffisant ou véritable changement de politique tant en France qu'en Europe.
  - M. Raveaud devrait expliquer à ses « amis » MEDEF qu'ils sont coresponsables avec Rocard et les autres gouvernements : les exonérations et exemptions de cotisations sociales « patronales » augmentent sans cesse, dont les primes Macron. Elles sont remplacées par la fiscalité... qui manque aux services publics.
  - M. Raveaud laisse entendre que si la pension des retraités baissait, ça financerait les salaires des enseignants. Grave erreur ! ça réduirait les « prélèvements obligatoires ». Ceux qui ont les moyens iraient vers les assurances privées et les fonds de pension comme aux Etats Unis. Mais rien pour les enseignants : depuis des années les pensions ont baissé par rapport aux salaires des actifs sans que le point d'indice augmente. Ce sont les profits, les dividendes, qui ont augmenté car c'est la politique du MEDEF et des gouvernements successifs.

Le « coup de gueule » de ce prof d'économie, ses arguments atterrants, montrent son désarroi.

Il est urgent de dégager une perspective crédible, unitaire, vers une République sociale.

## AVEZ-VOUS REMARQUE ?

### Quand Michel EDOUARD-LECLERC se défousse sur le gouvernement et la majorité

A la suite des attaques logiquement menées contre les distributeurs, dont les marges ont fortement augmenté au cours de ces dernières années au détriment des producteurs, Michel-Édouard-LECLERC a cru bon de se victimiser, oubliant de dire que son slogan « acheter moins cher » cache le fait que ses produits viennent pour beaucoup de l'étranger et que qualité et prix bas ne vont pas forcément ensemble. Mieux vaudrait augmenter les salaires pour permettre aux Français d'acheter de meilleurs produits, même s'ils sont plus chers.

# ACTUALITE SOCIALE

Par Marinette BACHE

## ► Agriculteurs en colère

On nous demande d'affirmer notre solidarité avec LES agriculteurs. LES agriculteurs n'existent pas : il y a DES agriculteurs. Le revenu moyen annuel des ménages agricoles est (source INSEE) de 52400€ (plus de 4350€ mensuels), ce qui est largement supérieur à la moyenne des ménages français. Mais le revenu médian (« médian » = autant de personnes au-dessus qu'au-dessous) n'est que de 22000€ (1800€ mensuels environ) ce qui est en dessous du revenu médian de l'ensemble de la population (1950€), et 18% des ménages agricoles sont en dessous du seuil de pauvreté (14% pour l'ensemble des Français). Autrement dit, il y a des agriculteurs très aisés, et il y en a surtout beaucoup de modestes voire de pauvres. Y a-t-il la moindre solidarité entre un grand céréalier de la Beauce qui profite des aides européennes négociées par la FNSEA et qui peut se permettre de vendre son blé quand les cours sont au plus haut, et le petit producteur laitier qui n'a d'autre choix que de vendre son lait à Lactalys (405€ les 1000 litres alors qu'il en faudrait 500 pour équilibrer) ?

Mais qui représente les agriculteurs ? La FNSEA, qui fait 55 % aux élections avec 75 % d'abstention. La FNSEA défend activement l'agrobusiness, l'abaissement des normes sociales et environnementales ; bref ce sont de bons propagandistes de l'ultra libéralisme ; ils sont les premiers responsables de la situation du monde agricole. Et pourtant il y a aussi le MODEF et la Confédération paysanne... La situation des paysans, les vrais, ceux qui aiment leur métier, ceux qui respectent la terre, ceux qui nous nourrissent, est aussi entre leurs mains.

## ► Aggravation de la précarité selon le Secours Populaire

De plus en plus de personnes frappent à la porte des locaux du « Secours pop » -c'est aussi le cas pour toutes les associations caritatives- et les SDF sont de plus en plus nombreux. Le Secours populaire s'inquiète officiellement -comme l'a également fait Emmaüs ou le Secours catholique- sur les conséquences de toute loi et mesure qui contribuerait à aggraver le sort des personnes concernées (Cf. par exemple, les décisions sur le logement évoquées dans notre coup de gueule de janvier).

## ► Une santé « gratuite » ?

Nous avons une extraordinaire ministre des sports qui s'occupe accessoirement de l'Education nationale. Eh bien nous avons aussi Madame Catherine Vautrin qui, dans un coin de son ministère, gère la santé. Et qui a osé proférer cette ineptie : « *la santé ne peut être entièrement gratuite* ». La santé, gratuite ? Manifestement cette ministre inculte ignore que nous payons nos soins par la sécurité sociale, l'assurance maladie, les cotisations sociales (et les mutuelles qui augmentent beaucoup ces derniers temps), et tout ça pour 236 Milliards d'€ en 2022 ! Ce qui n'a pas empêché le gouvernement d'annoncer le doublement des franchises médicales pour fin mars !

## ► Sortir du marché européen de l'électricité

Bruno Le Maire s'est fait rappeler à l'ordre par la Commission Européenne et comme d'habitude, il s'est couché. Il avait pourtant promis en novembre, qu'il n'y aurait pas de hausse de 10% du prix de l'électricité. Il vient d'en annoncer une entre 8,6% et 9,8%. Cette hausse en suit d'autres : + 44 % en deux ans et + 72 % en 5 ans. Et en 1995 on nous vendait que « l'ouverture du marché ferait baisser les prix ».

L'Espagne vient de quitter le marché européen et a mis sa TVA à zéro. Qu'attend le gouvernement français pour en faire autant pour reprendre la main sur la fixation des prix ?

## ► Mercosur et bientôt le « choix » européen !

De part toute l'Europe, les tracteurs des agriculteurs coupent les routes en revendication pour leurs revenus. C'est le moment que choisit l'UE -avec la complicité active de nos dirigeants et après avoir déjà signé un accord de libre-échange avec la Nouvelle Zélande qui augmente nos importations- pour accélérer l'accord avec le Mercosur qui entrainera des centaines de milliers de tonnes d'importations agricoles d'Amérique latine.

# COUP DE GUEULE

## Colère des agriculteurs : et si on cessait les faux-semblants ?

Par Pierre-Yves MESCOFF



En premier lieu, on me permettra de dire mon soutien à ceux des agriculteurs qui veulent faire entendre leur voix et leurs souffrances quotidiennes. Ils exercent un métier difficile et pour certains d'entre eux n'en tirent qu'un salaire de misère (quand ils peuvent se le verser). Ils sont confrontés à la pression des grands de la distribution et au dumping

social via des accords de libre-échange qui profitent surtout à quelques industries de l'agro-alimentaire dont le job principal c'est l'exportation.

Enfin, n'oublions pas que tout le monde a intérêt à ce que la France produise les meilleurs aliments pour la santé des consommateurs à condition que ceux-ci permettent une juste rémunération pour les producteurs.

Mais je voudrais revenir sur le double jeu auquel se livrent gouvernement et FNSEA à travers cette crise qui se déroule sous nos yeux.

D'un côté, la FNSEA semble faire monter la pression, de l'autre, on voit bien qu'elle est le premier interlocuteur du gouvernement et que certaines décisions prises par ce dernier sont le fruit d'un accord avec le syndicat.

Ainsi, l'augmentation des taxes sur le GNR que vient d'annuler le gouvernement est le résultat d'un accord signé en 2023 entre le syndicat et le gouvernement.

Par ailleurs, ce n'est quand même pas par hasard si les subventions de la PAC vont en priorité aux plus gros exploitants qui sont aussi les premiers adhérents de la FNSEA.

Savez-vous que le Président de la FNSEA, Arnaud Rousseau, est aussi à la tête d'une grosse entreprise de l'agro-alimentaire, Avril, qui fait des profits substantiels ? Qu'il possède avec son épouse 700 hectares de terres, soit dix fois plus que la surface moyenne d'une exploitation agricole ? On est loin du petit paysan propriétaire de quelques bêtes qui essaie tant bien que mal de joindre les deux bouts.

Difficile quand on est dirigeant d'une grosse entreprise de l'agro-alimentaire de lutter pour le relèvement des prix payés aux agriculteurs alors que l'agro-alimentaire bénéficie avec les distributeurs de la baisse de ces prix qui augmente leurs marges.

Le spectacle donné le 26 janvier sur l'autoroute 64 entre Jérôme Bayle, représentant local de la FNSEA, et Gabriel Attal pourrait prêter à rire si la situation n'était pas si dramatique. La France a perdu en 30 ans la moitié du nombre de ses agriculteurs et l'âge moyen de ceux-ci fait craindre une pénurie de main d'œuvre surtout avec les difficultés d'installation pour les jeunes agriculteurs.

Au final il est temps de mettre cartes sur table et de ne pas se contenter de mettre en cause les seuls écologistes avec leurs réglementations punitives même si celles-ci apparaissent souvent contradictoires avec le souhait des agriculteurs de pouvoir vivre enfin de leur travail.

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de Résistance Sociale, association loi 1901 :  
Siège social :  
121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS  
Tel : 06 33 82 05 15  
**Site Internet** : [www.resistancesociale.fr](http://www.resistancesociale.fr)  
Courriel :  
[webmaster@resistancesociale.fr](mailto:webmaster@resistancesociale.fr)  
Présidente de RESO et directrice de la publication :  
**Marinette BACHE**

NOM ..... PRENOM : .....  
ADRESSE : .....  
TEL : ..... Portable : .....  
E-mail : .....  
 J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros  
 Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros  
**À retourner à** : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS  
(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)